

[Français]

L'EMPLOI

ON DEMANDE DE METTRE EN PLACE DES PROGRAMMES DE
CRÉATION D'EMPLOIS POUR LES AÎNÉS

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, permettez-moi de mettre en lumière certaines données tirées d'une enquête récente, faite auprès de la population âgée de plus de 65 ans.

Soixante et un pour cent de nos aînés sont des gens en forme et ne souffrent d'aucune restriction fonctionnelle. Cela veut donc dire qu'ils ne requièrent que des soins de santé et des services sociaux bien ordinaires. Au Québec, 90 p. 100 des personnes du troisième âge affirment préférer demeurer chez elles plutôt que dans des centres d'accueil.

Quatre-vingt-cinq pour cent des Québécois croient que les gouvernements et les employeurs devraient utiliser les connaissances et les compétences des personnes âgées capables de travailler, et 42 p. 100 des Québécois sont d'avis de leur permettre d'avoir une fonction rémunérée.

Monsieur le Président, j'invite donc les gouvernements à accroître les budgets pour favoriser l'autonomie de nos aînés et à mettre en place des programmes de création d'emplois permettant d'utiliser l'expérience et le talent de nos aînés qui le désirent.

* * *

● (1110)

[Traduction]

LE PREMIER MINISTRE

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, quand le roi du favoritisme aura-t-il assez de courage pour déclencher des élections générales? Il semble que le premier ministre (M. Mulroney) soit de plus en plus craintif. Il sait que si on leur demande leur avis, les Canadiens rejeteront le libre-échange, le parti conservateur et le premier ministre.

En 1984, au cours de la campagne électorale, le premier ministre a fait de nombreuses promesses. Ces quatre dernières années, bon nombre d'entre elles ont été rompues. La population du Canada veut qu'on lui donne le moyen de se débarrasser du gouvernement. Les Canadiens savent qu'on leur a menti et qu'on les a trompés au cours de cette campagne électorale.

Le premier ministre n'a pas le courage de déclencher des élections parce qu'il a des problèmes de personnalité. Comme on pouvait le lire dans un journal hier, «Les militants conservateurs doutent de la crédibilité du premier ministre». Et un président conservateur de circonscription déclarait au sujet du premier ministre:

La phrase que j'entends le plus souvent est probablement: «Je n'aime pas le premier ministre».

La population du Canada n'aime pas Mulroney.

Des voix: Règlement!

M. Nunziata: Les Canadiens veulent s'en débarrasser. Allons aux urnes!

Article 21 du Règlement**LE COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES
ÉTATS-UNIS—ON APPUIE L'INDUSTRIE DES BOUTEILLES
THERMOS

Mme Pauline Browes (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, j'ai reçu récemment une lettre d'une entreprise de ma circonscription que je voudrais partager avec les députés de la Chambre des communes:

Madame,

Canadian Thermos Products, l'une des premières entreprises du Golden Mile, est implantée à Scarborough depuis 1950.

En août, nous produisons à l'intention du marché américain la totalité des bouteilles Thermos en verre, des contenants à café et des boîtes à lunch d'ouvrier écoulés par Thermos sur ce marché. Il en résultera une augmentation de près de 100 p. 100 de notre production à Scarborough.

Chose plus importante encore, cette initiative créera au moins 60 nouveaux emplois permanents qui viendront s'ajouter aux 102 actuels.

Même si la société Thermos s'est engagée à déménager sa production au Canada, le libre-échange revêt néanmoins beaucoup d'importance pour notre compagnie. Les droits imposés sur nos produits à leur entrée aux États-Unis s'établissent à 9 p. 100, c'est-à-dire qu'ils sont équivalents ou supérieurs à ceux dont sont frappés les produits concurrents en provenance d'Europe, du Brésil et d'Extrême-Orient. La suppression de ce droit en vertu de l'Accord de libre-échange permettrait à nos produits canadiens de se tailler une meilleure place sur le marché américain, ce qui ne manquerait pas d'accroître l'emploi.

Nous saluons la démarche intelligente du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'Accord de libre-échange et les négociations du GATT.

Monsieur le Président, ce sont de bonnes nouvelles pour les habitants de Scarborough.

* * *

LES TRANSPORTS

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE POUR LES
TRAVAILLEURS AFFECTÉS AU TRANSPORT DU GRAIN

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, le chef du syndicat des manutentionnaires de grain de Thunder Bay a déclaré que la situation actuelle était la pire que les céréaliculteurs aient connue depuis les années 60. La sécheresse qui réduira le revenu des agriculteurs des Prairies menace de se traduire par des mises à pied prolongées pour les manutentionnaires de grain, les employés des chemins de fer, les marins et les employés de la commission des céréales de Thunder Bay et d'autres ports de la voie maritime du Saint-Laurent.

Il faut que le gouvernement fédéral vienne au secours des employés du secteur des céréales à Thunder Bay et tout le long de la voie maritime. Je presse instamment le gouvernement de prendre les mesures suivantes: s'assurer qu'une part équitable des exportations de blé transite par Thunder Bay et la voie maritime; réduire les exigences variables d'admissibilité pour les personnes qui sont mises à pied dans le secteur des céréales, afin qu'elles soient admissibles à l'assurance-chômage après dix semaines d'emploi; réviser les dispositions de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest afin de tenir compte plus étroitement de ce qu'il en coûte réellement pour transporter le grain jusqu'aux ports d'exportation.

Les travailleurs du secteur des céréales ont besoin de l'appui du gouvernement fédéral et je l'exhorte à intervenir dès maintenant.